



Qui au Canada appuie les solutions fondées sur la nature pour l'urgence climatique?

RAPPORT SOMMAIRE D'ANALYSE, JANVIER 2021

Erick Lachapelle, Ph. D.

Table des matières

3	Sommaire
5	Contexte
6	Questions et méthodes
7	Résultats
16	Discussion, limites et principales découvertes
19	Recommandations
21	Références

CONFIDENTIEL

Sommaire

Les solutions fondées sur la nature à l'urgence climatique (les «SfN») gagnent en popularité auprès des décideurs politiques du monde comme élément potentiel de la résolution des changements climatiques. Bien que la littérature suggère que le public n'a que relativement peu conscience de ces solutions et qu'il reste d'importantes barrières à leur mise en place, nous constatons un appui étendu aux SfN au Canada.

Ce rapport sommaire d'analyse se fonde sur les résultats du sondage *Climat en mutation 2020*, réalisé au téléphone entre le 17 octobre et le 7 novembre 2020 auprès d'un échantillon aléatoire de la population canadienne. Les faits saillants comprennent ce qui suit :

1. Deux répondants sur cinq (37 %) sont tout à fait d'accord avec l'énoncé voulant que la perte de biodiversité menace autant l'économie que les changements climatiques.
 - Cette opinion est particulièrement populaire chez les personnes de la gauche politique, chez les adeptes du NPD fédéral, chez les titulaires d'un diplôme universitaire, chez les personnes jeunes et chez les minorités visibles.
2. Sept personnes sur dix (72 %) reconnaissent que la protection de la nature est très importante pour la lutte contre les changements climatiques, tandis qu'une sur quatre (24 %) croit que la protection et la restauration de la nature sont plus importantes que l'investissement dans les technologies vertes.
 - La reconnaissance de l'importance des SfN pour lutter contre les changements climatiques est la plus élevée chez les personnes de la gauche politique, les partisans du NPD fédéral, les diplômés universitaires, les femmes, les minorités visibles et les personnes vivant en milieu urbain.
 - La croyance que les SfN sont plus importantes pour la lutte contre les changements climatiques que les investissements dans les technologies vertes est la plus forte chez les répondants d'âge moyen, les hommes, les personnes de la droite politique et les personnes qui appuient le Parti conservateur du Canada.

3. Trois personnes sur quatre (75 %) soutiendraient une proposition de protection des forêts, des prairies et des milieux humides comme moyen de répondre au problème des changements climatiques.
 - Le soutien est le plus élevé chez les femmes et les personnes de la gauche politique.
4. Les croyances que le racisme systémique est un problème majeur et que les institutions et les entreprises doivent changer sont fortement en corrélation avec le soutien aux SfN.

À la lumière de ces découvertes, nous proposons les recommandations qui suivent :

1. Les groupes de défense de l'environnement (et particulièrement ceux qui sont axés sur la conservation et la biodiversité) devraient tester des approches et des messages précis au sujet du potentiel des SfN à faire ce qui suit :
 - Renforcer les croyances entourant les vertus des SfN chez les publics qui ont été réticents à appuyer une action climatique importante, soit les hommes d'âge moyen et les Canadiens qui tendent vers la droite ou qui votent pour les conservateurs;
 - Solidifier la mobilisation pour les politiques climatiques des Canadiens qui se déclarent de la gauche, qui sont susceptibles de voter pour le NPD ou les libéraux fédéraux et qui ont un diplôme universitaire.
2. Travaillez de pair avec les collectivités autochtones, les chercheurs universitaires et d'autres experts afin de créer un programme intégré combinant la biodiversité et les SfN dans les politiques climatiques. Cela pourrait aussi inclure la compréhension de l'acceptabilité de différents types de SfN et la recherche afin de développer des approches et des messages au sujet des SfN qui mobilisent mieux les publics clés.
3. Faites davantage de plaidoyers auprès du gouvernement fédéral, des villes et des municipalités en faveur d'investissements majeurs dans des mesures urbaines qui contribuent aux SfN aux changements climatiques ainsi que pour une meilleure viabilité, notamment en ce qui a trait à la santé mentale, aux expériences en nature afin de stimuler les valeurs biocentriques, à la plantation d'arbres afin de contrer les îlots de chaleur en ville, aux jardins communautaires et à l'exhumation de cours d'eau en milieu urbain. Testez des approches et des messages précis pour faire ces plaidoyers auprès de groupes clés (par ex., les femmes, les minorités visibles et les jeunes en milieu urbain).

4. En principe, le soutien aux SfN est élevé, mais nous ne connaissons que peu de renseignements précis à ce sujet. Creusez le sujet de la compréhension du public (et de son soutien) des différents types de SfN aux changements climatiques. Comparez le degré d'appui public à ces différentes solutions à leur potentiel de mitigation et d'adaptation. Par exemple, on pourrait se demander si l'appui à l'arrêt de la déforestation (qui a un potentiel de mitigation majeur) est supérieur à celui au boisement (la plantation d'arbres ou de forêts là où il n'y avait pas de couvert arboré). Testez des approches et des messages en matière de SfN qui portent sur les forêts, les prairies et les milieux humides afin d'évaluer comment les publics clés de différentes régions répondent à l'appel à protéger chacun de ces trois types d'écosystèmes.
5. Testez les limites de l'appui aux SfN en approchant les questions par l'angle des compromis dans les espaces urbains (comme l'appui à la protection et à la restauration des milieux naturels en zone urbaine même si cela restreint l'espace pour la création de logements à cet endroit).

Contexte

Dans le monde, les solutions fondées sur la nature (« SfN ») gagnent en popularité auprès de la classe politique (Seddon et collab., 2020). Un rapport du Public Policy Forum, groupe de réflexion sans but lucratif d'Ottawa, fait état d'un consensus étendu des gouvernements, des peuples autochtones, des groupes de défense de l'environnement, du secteur d'activités en question et d'autres parties prenantes au sujet de l'importance des solutions fondées sur la nature afin de respecter les engagements du Canada à l'égard des changements climatiques (Public Policy Forum, 2020). En décembre 2020, le gouvernement fédéral a explicitement reconnu l'importance de protéger la nature dans son plan climatique 2020. Il a aussi réaffirmé son engagement à investir dans les SfN, notamment en plantant deux milliards d'arbres d'ici 2030.

Définies comme des « actions pour protéger, utiliser durablement, gérer et restaurer les écosystèmes naturels » [traduction libre] (UICN, 2016), les SfN qui protègent les espaces verts et en font la promotion possèdent un important potentiel de réduction des gaz à effet de serre et de la vulnérabilité des collectivités aux effets des changements climatiques (Chausson et collab., 2020). En fait, les surfaces terrestres et océaniques sont responsables de la séquestration de plus de la moitié de la pollution au carbone émise chaque année (Ballantyne et collab., 2012). Les SfN

font la promotion de la biodiversité et de l'interaction de l'humain avec la nature, ce que les études désignent comme un facteur important du bien-être général des humains (Nisbet et collab., 2010; Russell et collab., 2013; et White et collab., 2020).

Malgré cet aspect attrayant, il existe d'importants obstacles à la mise en place des SfN en tant qu'instruments de politiques climatiques. Ces obstacles comprennent un manque de confiance, de communication et de reconnaissance de l'efficacité des SfN. De plus, la littérature montre du doigt des problèmes généraux d'apprentissage social parmi les acteurs politiques ainsi qu'une connaissance limitée des SfN par le public (Wamsler et collab., 2020; Giordano et collab., 2020; et Sarabi et collab., 2020).

Questions et méthodes

Dans ce rapport sommaire, nous examinons les attitudes des Canadiens face aux SfN. Plus précisément, nous nous attaquons à la question : « Qui soutient les SfN en tant qu'instruments de politiques climatiques au Canada? »

Nous y répondons en examinant trois variables du sondage *Climat en mutation 2020* d'EcoAnalytics.

- Question 1: [À quel point êtes-vous en accord ou en désaccord...] La perte de biodiversité menace autant l'économie que les changements climatiques.
- Question 2: [À quel point chacun des éléments suivants est-il important dans la lutte contre les changements climatiques?] Protéger et restaurer les milieux naturels.
- Question 3: [À quel point êtes-vous en accord ou en désaccord...] Protéger et restaurer les forêts, les prairies et les milieux humides afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître la résilience aux changements climatiques.

L'analyse se fonde sur les données tirées du sondage *Climat en mutation 2020*. Le sondage téléphonique à composition aléatoire a été réalisé sur un échantillon de 1000 Canadiens âgés d'au moins 18 ans. Un échantillon à base double (chevauchement de téléphones filaires et de téléphones cellulaires) a été utilisé. Des quotas voulant que 400 sondages soient réalisés auprès de répondants par téléphone cellulaire et 600, auprès de répondants par téléphone filaire ont été instaurés. Les entrevues se sont déroulées du 17 octobre au 7 novembre 2020 et ont duré en moyenne 17 minutes. Afin de faire en sorte que les données recueillies représentent

bien la population canadienne, des facteurs de pondération fondés sur la région, sur l'âge et sur le genre ont été appliqués. Le taux de réponse selon les normes de l'AAPOR a été de 10 %. Étant donné la taille de l'échantillon, les résultats peuvent être considérés comme exacts à $\pm 3,10$ %, 19 fois sur 20.

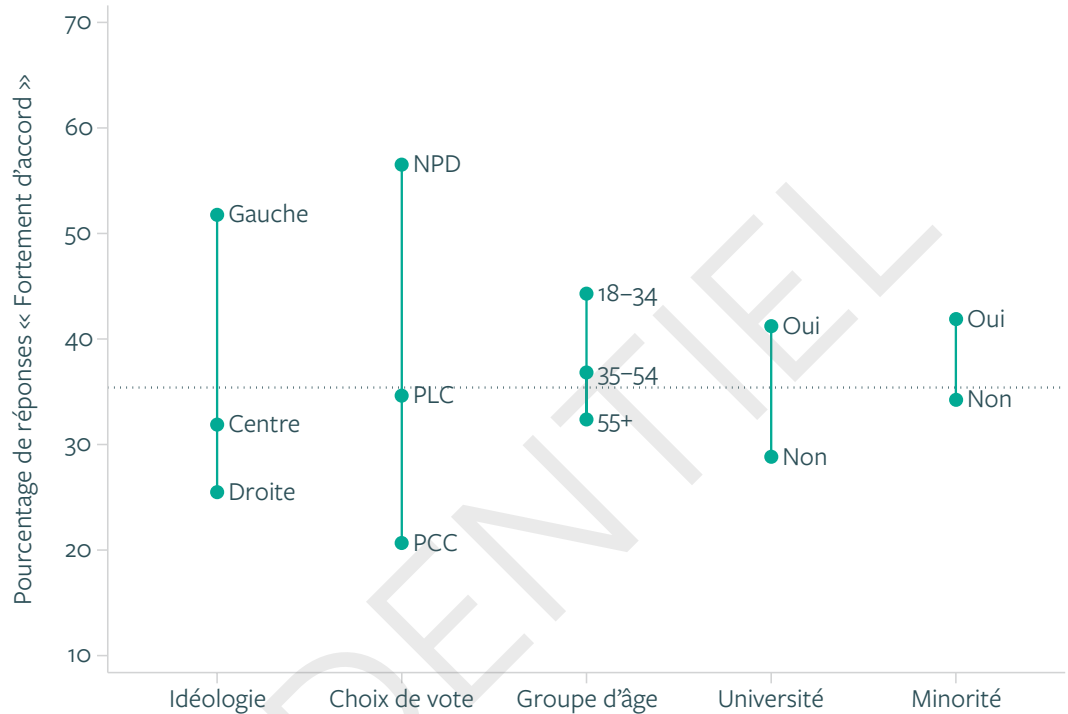
Résultats

1. Accord avec l'énoncé « La perte de biodiversité menace autant l'économie que les changements climatiques. »

Nous avons tout d'abord étudié le profil démographique des répondants qui ont indiqué être fortement en accord avec l'énoncé voulant que la perte de biodiversité menace autant l'économie que les changements climatiques. En tout, 37 % des répondants ont exprimé être fortement d'accord avec cette perspective, 38 % étaient plutôt d'accord, 11 % étaient plutôt en désaccord, 4 % étaient fortement en désaccord et 10 % n'étaient pas certains. Nous aimerions souligner qu'EcoAnalytics ne dispose pas de mesure de base du nombre de Canadiens qui sont d'accord avec l'énoncé comme quoi les changements climatiques sont une menace pour l'économie; les conclusions à tirer de l'accord avec cet énoncé ne sont donc pas entièrement claires, si ce n'est de la reconnaissance élémentaire parmi certains Canadiens que la perte de la biodiversité nuit à l'économie. Le fait que 10 % des répondants se sont dits incertains pourrait aussi indiquer que l'argument présenté dans cet énoncé n'est que rarement familier.

Ci-dessous, nous examinons de plus près les caractéristiques sociodémographiques associées à un fort accord avec l'énoncé.

Figure 1 : La perte de la biodiversité comme menace pour l'économie équivalente à celle des changements climatiques, par groupes sociodémographiques

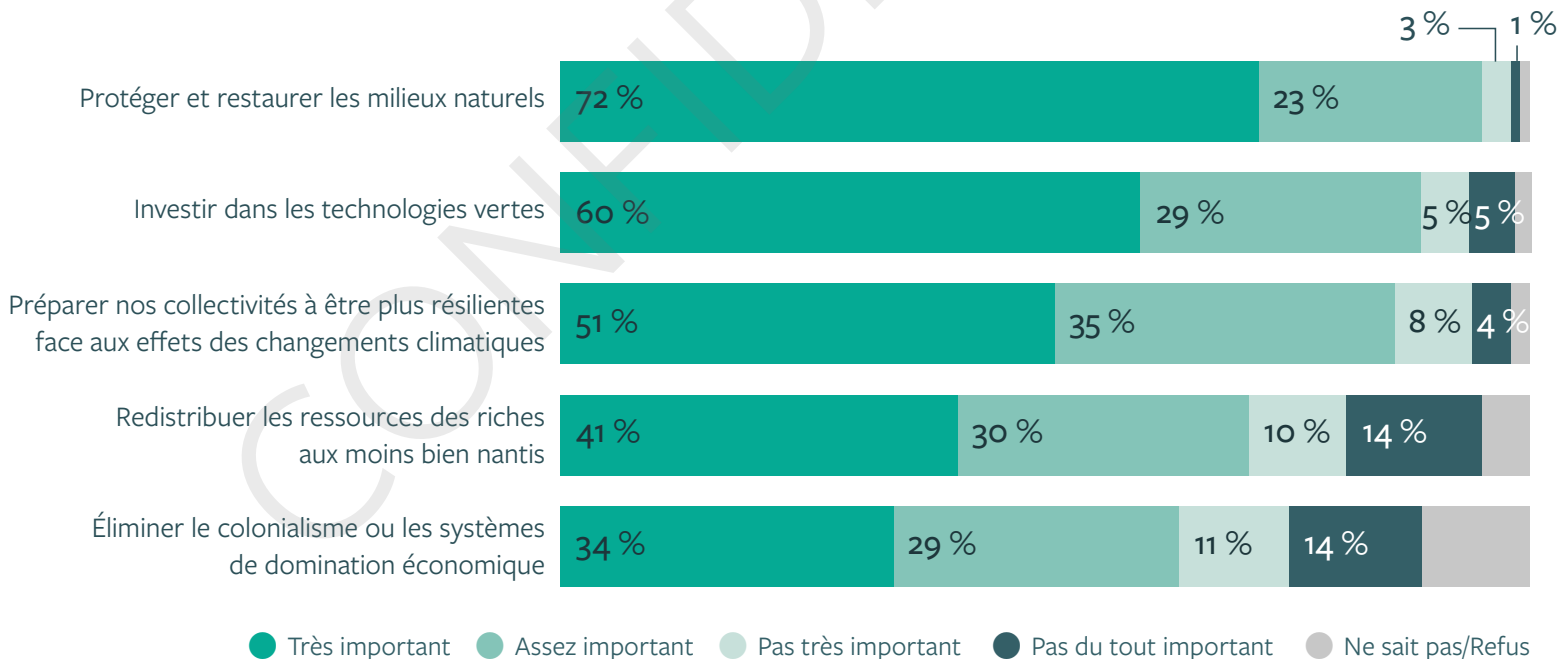


La figure 1, ci-dessus, illustre le pourcentage de répondants qui appartiennent aux différents groupes sociodémographiques où on croit que la perte de la biodiversité est autant une menace pour l'économie canadienne que les changements climatiques. Le niveau moyen d'adéquation élevé à cet énoncé dans notre échantillon complet (37 %) est indiqué par la ligne pointillée. La figure 1 montre qu'une forte adéquation à cet énoncé s'observe chez une pluralité de répondants et ne fait l'unanimité que parmi les personnes de la gauche politique et les partisans du NPD fédéral, qui sont plus susceptibles d'être tout à fait en accord. La différence la plus marquée est celle entre les adeptes du NPD fédéral (57 %) et ceux du PLC (38 %) et du PCC (23 %). Une différence similaire, bien que plus légère, peut être constatée entre les personnes de la gauche politique (54 %) et celles du centre (35 %) et de la droite (28 %) de l'échiquier politique. De plus petites différences existent relativement aux catégories d'âge, aux niveaux de scolarité et à l'appartenance à une minorité visible. En effet, les Canadiens titulaires d'un diplôme universitaire (comparativement aux personnes qui n'en détiennent pas), les personnes jeunes (comparativement aux personnes âgées) et les personnes issues des minorités visibles sont plus susceptibles de voir la perte de la biodiversité comme une menace économique. Les différences entre les autres catégories sociodémographiques ne sont pas aussi prononcées, d'où leur absence dans le rapport.

2. Importance perçue de la protection et de la restauration des milieux naturels

Ensuite, nous avons étudié l'opinion générale des Canadiens sur l'importance des SfN comme outil pour contrer les changements climatiques. Les études à ce sujet indiquent que le public n'est pas assez conscient de ces outils; il subsiste donc une certaine incertitude quant à ce que les répondants ont en tête quand on leur pose une question sur les principes des SfN (qui englobent un vaste éventail de solutions de mitigation et d'adaptation). En gardant ce bémol en tête, nous avons trouvé qu'une grande majorité de répondants (72%) déclarent penser que protéger et restaurer les milieux naturels est un moyen très important de contrer les changements climatiques au Canada. Effectivement, des cinq éléments mis de l'avant dans l'ensemble de questions, celui qui mesurait l'importance des SfN a été le plus populaire chez les répondants, dépassant des politiques climatiques dont on parle plus souvent comme investir dans les technologies vertes (figure 2).

Figure 2 : Importance perçue des diverses solutions aux changements climatiques

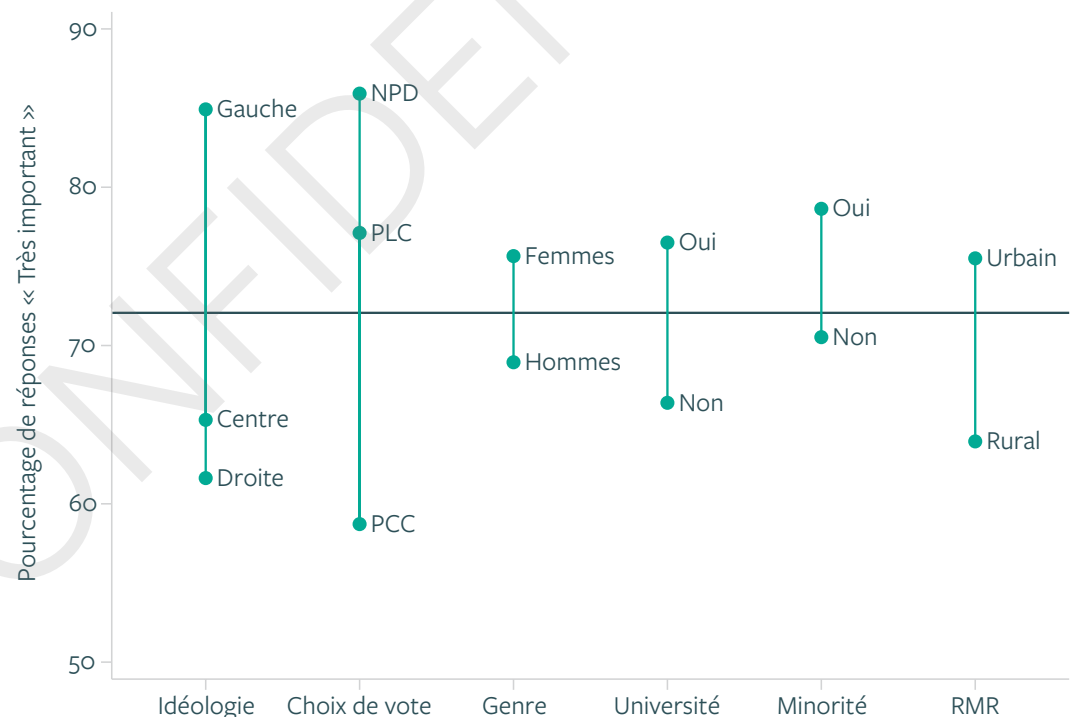


Texte de la question : À quel point chacun des éléments suivants est-il important dans la lutte contre les changements climatiques?

Le total de 72% nous renseigne un peu sur les types de Canadiens qui sont les plus susceptibles d'avoir cette opinion. En y regardant de plus près, nous avons trouvé un profil démographique similaire à celui des personnes qui reconnaissent

l'importance des SfN comme moyen d'appliquer des politiques. Comme c'était le cas avec la question sur la perte de la biodiversité (figure 1), nous avons constaté que les personnes ayant un diplôme universitaire, celles qui se situent vers la gauche politique ou celles qui se déclarent comme appartenant à une minorité visible sont plus susceptibles de voir la protection de la nature comme très importante dans la lutte aux changements climatiques. Nous avons aussi trouvé que, dans le cas qui nous occupe, les femmes et les personnes qui habitent une région métropolitaine de recensement («RMR»; telle que définie par Statistique Canada¹) sont significativement plus susceptibles de dire que protéger et restaurer les milieux naturels est très important. Comme on le voit à la figure 3, ces différences sont aussi substantiellement importantes. Les différences entre les autres catégories sociodémographiques ne sont pas aussi marquées, d'où leur absence dans le rapport.

Figure 3 : Importance de la protection et de la restauration des milieux naturels, par catégories sociodémographiques clés



1 Nous utilisons les régions métropolitaines de recensement définies par Statistique Canada pour classer les répondants selon s'ils vivent en centre urbain ou en milieu rural. Selon Statistique Canada, une RMR est une région composée d'une municipalité ou d'un ensemble de municipalités avoisinantes situées autour d'un centre développé. Pour être considérée comme une RMR (et, aux fins de notre enquête, comme un milieu urbain), une région doit compter une population totale d'au moins 100 000 résidents, dont au moins 50 000 habitent dans la municipalité centrale.

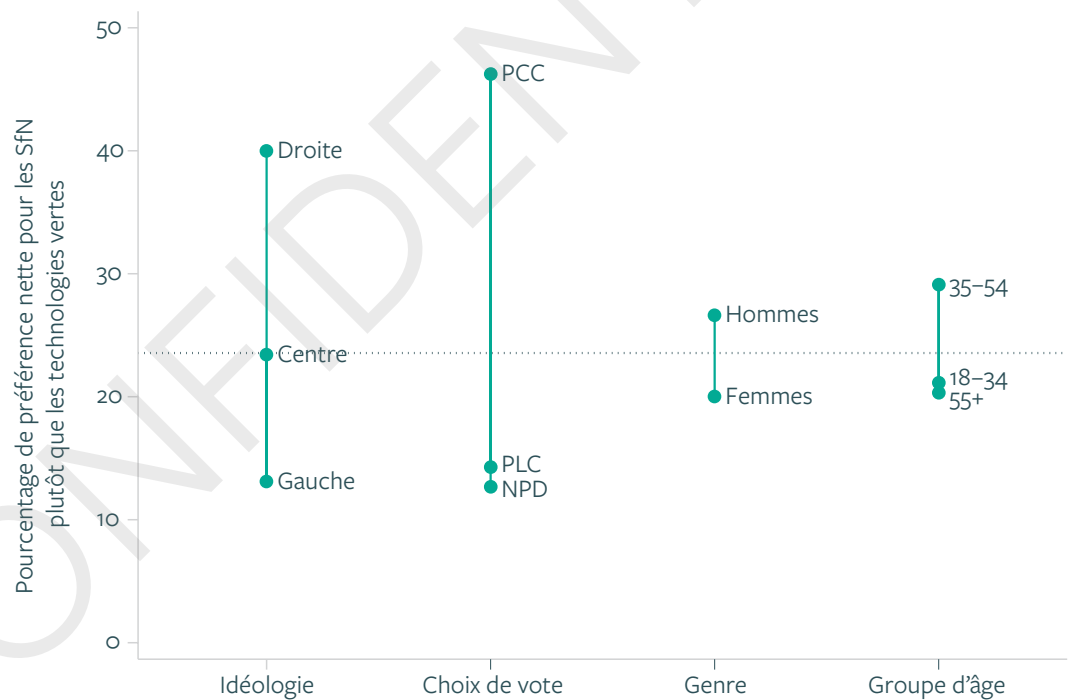
La figure 3 illustre le pourcentage de répondants qui croient que la protection et la restauration des milieux naturels sont très importantes, par catégories sociodémographiques. Comme on le voit, nous observons un appui majoritaire (> 50 %) à l'idée que les SfN sont très importantes pour lutter contre les changements climatiques parmi toutes les catégories démographiques, dont celles qui sont traditionnellement moins enthousiastes envers les politiques contre les changements climatiques.

Cela dit, la figure 3 met en évidence des variations substantielles parmi les catégories sociodémographiques, qui peuvent atteindre des sommets et des creux considérablement marqués par rapport à la moyenne totale de 72 % (représentée par la ligne pointillée). Comme on le voit, les personnes de la gauche politique (85 %) sont 20 % plus susceptibles que celles de la droite (62 %) ou du centre (65 %) de dire que les SfN sont d'importants outils des politiques climatiques. Ce schéma se reproduit lorsqu'il est question de préférences électorales : une proportion très vaste d'adeptes du NPD (86 %) indique que les SfN sont très importantes, comparativement aux partisans du PLC (77 %) et ceux du PCC (59 %), respectivement. Nous observons également que les Canadiens qui habitent dans un grand centre urbain (ou une RMR; 76 %) sont plus susceptibles que ceux qui vivent dans une petite collectivité ou en milieu rural (hors des RMR; 64 %) de reconnaître que les SfN sont très importantes pour contrer les changements climatiques. Finalement, nous avons constaté que l'importance perçue des SfN est relativement plus grande chez les femmes (par rapport aux hommes), chez les titulaires d'un diplôme universitaire (par rapport à ceux qui n'ont pas fréquenté l'université) et chez les personnes qui se déclarent d'une minorité visible (par rapport à celles qui ne disent pas appartenir à une telle minorité). Ces différences sont de l'ordre de sept points de pourcentage et, bien que menues, sont statistiquement très significatives.

Nous avons aussi tenté de savoir s'il y avait différents profils sociodémographiques chez les personnes qui affichent une nette préférence relative pour les SfN plutôt que pour les investissements dans les technologies vertes dont on parle fréquemment. Des études suggèrent qu'une des raisons pour lesquelles on n'a pas de discussions ni d'actions sérieuses au sujet des changements climatiques consiste en un certain dédain pour les politiques climatiques communément discutées, ce qu'on appelle dans la littérature l'aversion pour les solutions (Campbell and Kay, 2014). Dans notre étude, il pourrait y avoir des cas où les répondants qui ont une aversion pour certains types de politiques climatiques (comme les technologies vertes) sont plus réceptifs aux principes de protection et de restauration de la nature. En examinant les données, toutefois, nous nous rendons compte que, pour la majorité des répondants (65 %), protéger et restaurer la nature et investir

dans les technologies vertes sont considérés d'importance égale dans la lutte aux changements climatiques. Ainsi, les répondants tendent à donner la même réponse (très important, assez important, pas très important ou pas du tout important) lorsqu'on leur demande d'évaluer l'importance de diverses mesures de politiques climatiques. Nous remarquons que relativement peu de répondants (environ un sur dix) affichent une préférence nette pour les investissements dans les technologies vertes plutôt que les SfN. Cela dit, nous trouvons qu'environ un Canadien sur quatre (24 %) signale un haut degré d'importance perçue pour la restauration des milieux naturels comparativement à l'investissement dans les technologies vertes.

Figure 4 : Importance nette de la protection et de la restauration de la nature relativement à l'investissement dans les technologies vertes, par groupes sociodémographiques clés



La figure 4 illustre le pourcentage des répondants qui ont accordé un plus haut degré d'importance à la protection de la nature qu'à l'investissement dans les technologies vertes comme moyen de lutter contre les changements climatiques; ces répondants sont répartis en groupes sociodémographiques clés. Encore une fois, nous ne montrons que les catégories où on observe des différences marquées. Cette analyse est particulièrement révélatrice, car la liste qui en résulte n'est pas celle à laquelle on pourrait s'attendre. En effet, sous cet angle, les groupes qui ressortent sont les Canadiens d'âge moyen, les hommes en particulier, et les personnes dont les valeurs sont conservatrices ou qui votent pour le PCC. La figure 4 montre

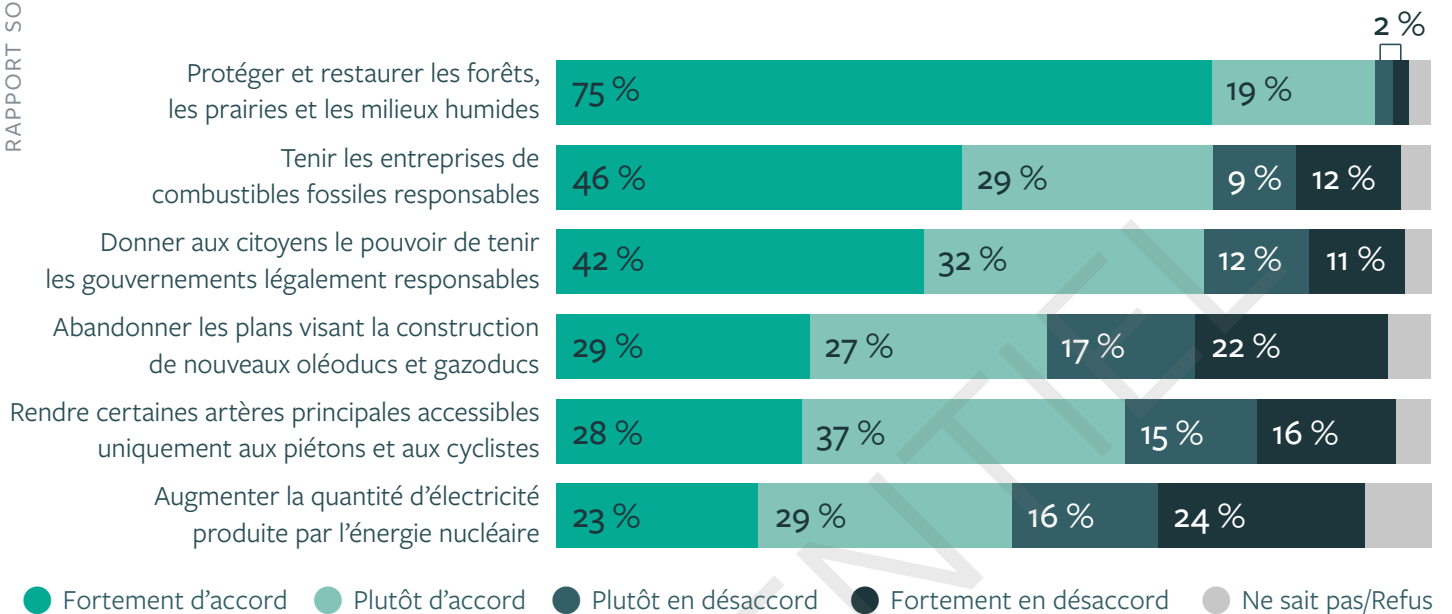
que les conservateurs (46 %) sont quatre fois plus à même que les adeptes du NPD (12 %) et du PLC (14 %) d'exprimer une préférence nette pour les SfN. De façon similaire, les personnes de la droite (40 %) sont quatre fois plus susceptibles que celles qui se déclarent de la gauche (13 %) de dire que les SfN sont plus importantes que l'investissement dans les technologies vertes dans la lutte contre les changements climatiques. Les différences entre les groupes de genre et d'âge sont plus petites (de l'ordre de 7 % à 10 %), sans pour autant ne pas être importantes ou statistiquement significatives. Une analyse régressive multivariée (qui n'est pas illustrée ici) révèle qu'une telle préférence nette pour les SfN est en étroite corrélation avec des attitudes précises, dont la croyance que les programmes de redistribution du gouvernement rendent les gens paresseux.

3. Appui à une proposition pour « protéger et restaurer les forêts, les prairies et les milieux humides »

Finalement, nous examinons le degré d'appui du public aux différentes politiques présentées dans le sondage (figure 5, ci-dessous). Parmi les six propositions de politiques, nous avons trouvé un fort appui à la proposition de protéger et de restaurer les forêts, les prairies et les milieux humides—approche que trois Canadiens sur quatre (75 %) soutiennent fermement. Aucune autre politique proposée ne récolte un si grand appui. (Remarque: Encore une fois, la prudence est de mise ici, car l'ensemble de questions compare un éventail d'éléments allant de l'énergie nucléaire au renforcement des moyens d'action des citoyens. De plus, les éléments relatifs aux SfN dans la liste font précisément référence à des objectifs de mitigation et d'adaptation, comme la résilience, ce qui doit être analysé afin de bien comprendre ce que veulent dire les Canadiens quand ils expriment leur appui à la protection et à la restauration.)

Nous avons poussé l'examen de ces questions au moyen d'une analyse factorielle exploratoire dans le but de vérifier la similarité des réponses aux différentes options de politiques. La plupart des politiques présentées affichent une forte corrélation et l'appui à la protection de la nature ne semble pas faire exception. Toutefois, nous avons constaté qu'une solution à deux facteurs explique mieux la variation des réponses à la question sur l'énergie nucléaire, ce qui suggère que cette proposition en particulier fait appel à une dimension distincte d'appui du public aux différents types de politiques climatiques.

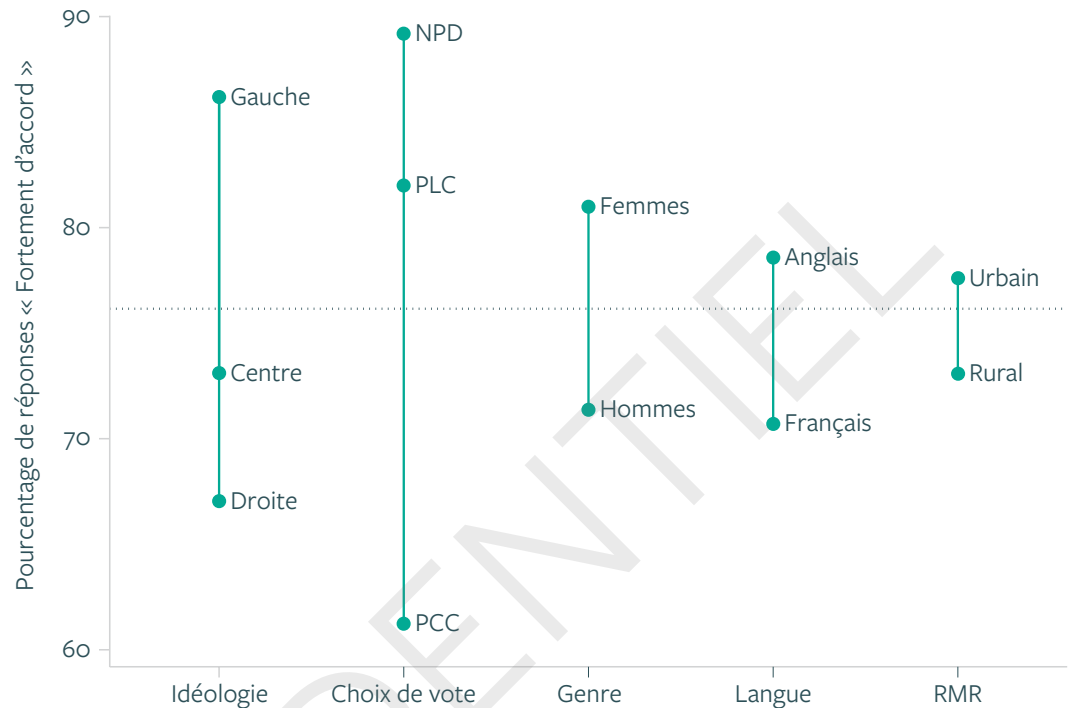
Figure 5 : Appui aux diverses propositions de politiques contre les changements climatiques



Texte de la question : Un certain nombre de propositions ont été avancées sur les mesures que pourraient prendre les gouvernements en matière de changements climatiques. Veuillez indiquer si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec chacune des propositions suivantes.

Après avoir examiné de plus près la statistique des 75% d'appui, nous trouvons un appui relativement supérieur à la protection de la nature comme moyen de lutter contre les changements climatiques parmi les répondants appartenant à un certain nombre de groupes démographiques clés. Les différences en jeu, toutefois, ne sont pas marquées (voir la figure 6, sur la page suivante).

Figure 6 : Appui à la protection et à la restauration des forêts, des prairies et des milieux humides, par groupes sociodémographiques clés



La figure 6 montre elle aussi de solides preuves d'un appui étendu aux SfN au Canada. Malgré d'importantes différences entre les catégories démographiques, elle montre également que la majorité de chaque sous-groupe appuie fermement la protection et la restauration de la nature comme moyen de lutter contre les changements climatiques. Similairement à ce qu'on a déjà vu, nous trouvons que les personnes de la gauche (86 %) sont plus susceptibles que celles qui se déclarent de la droite (67 %) ou du centre (73 %) de fermement soutenir les SfN. La différence se creuse entre les partisans du NPD fédéral (89 %), ceux du PLC (82 %) et ceux du PCC (61 %). Nous avons aussi constaté des différences significatives, bien que plus petites, entre les femmes (81 %) et les hommes (71 %) et entre les anglophones (79 %) et les francophones (70 %). Nous observons aussi une légère différence entre les personnes qui habitent dans une grande ville ou proche (dans une RMR; 78 %) et celles qui vivent dans un milieu rural (hors des RMR; 71 %). Ces différences aident à cerner qui soutiendra le plus probablement les SfN au Canada, mais nous remarquons qu'il s'agit de différences relatives au degré, ou à l'intensité, de l'appui plutôt que de différences relatives à l'attitude générale au sujet de la valeur des SfN aux yeux de ces groupes démographiques. Une analyse multivariée supplémentaire (qui n'est pas illustrée ici) révèle aussi qu'un appui solide aux SfN est en forte corrélation avec d'autres croyances, comme celle en son efficacité personnelle

(capacité individuelle à entraîner des changements positifs), celle comme quoi le racisme systémique est un problème majeur au Canada et celle voulant que les institutions et les entreprises doivent changer si on veut enrayer les changements climatiques.

Discussion, limites et principales découvertes

Les solutions climatiques fondées sur la nature sont en voie de devenir une partie intégrante de la lutte contre les changements climatiques au Canada et à l'étranger. L'analyse du sondage Climat en mutation d'EcoAnalytics, réalisé à l'automne 2020, fournit des preuves que la plupart des Canadiens privilégient fortement les SfN, même si on ne peut dire avec certitude si le public canadien est bien informé de ce en quoi consistent ces solutions (le diable pourrait être dans les détails). Néanmoins, les données étudiées ici suggèrent que mettre l'accent sur les SfN pourrait permettre aux défenseurs de l'environnement de mobiliser des groupes démographiques qui, dans le passé, n'ont pas été en faveur d'actions climatiques importantes ou n'ont pas répondu au schéma narratif courant des solutions axé sur l'élimination progressive de l'utilisation des combustibles fossiles. Nous avons observé que les groupes habituels (les personnes de gauche, les partisans du NPD, les titulaires d'un diplôme universitaire, les personnes issues d'une minorité visible et les jeunes) s'inquiètent généralement plus de la perte de la biodiversité. Les personnes de gauche, les adeptes du NPD, les femmes et les anglophones sont en principe plus susceptibles de soutenir l'idée des SfN. Toutefois, les SfN semblent être politiquement plus acceptables pour les personnes de droite politique, ce qui pourrait aider à combler le fossé politique qui nuit aux discussions sur l'action climatique au Canada depuis des décennies.

De nombreux Canadiens de droite ne font pas confiance aux politiques climatiques, ce qui s'explique par ce que la littérature scientifique appelle « l'aversion pour les solutions »—un dégoût pour les conséquences de politiques comme les taxes sur le carbone (sur les finances personnelles) et l'investissement dans les technologies vertes (au détriment des combustibles fossiles, dans le cadre d'une transformation de l'économie). Dans ce contexte, les groupes de préservation du Canada pourraient offrir une nouvelle voix rafraîchissante en matière de politiques climatiques qui ne suscite pas cette aversion en mettant l'accent sur ce qui est une solution politiquement plus attrayante : les SfN.

Évidemment, notre analyse connaît plusieurs limites non négligeables. Premièrement, toutes les questions qu'on a examinées font l'objet d'un échantillon fractionné, ce qui limite les types d'analyses que nous pouvons effectuer. Une étude ultérieure pourrait chercher à répliquer les découvertes ci-dessous et à les approfondir. Deuxièmement, nous avons fondé notre analyse sur une mesure relativement grossière de ce qu'est une population urbaine ou rurale. Si on voulait approfondir la recherche, on pourrait chercher une meilleure mesure de l'influence géographique (région rurale, village, banlieue et ville) sur les attitudes envers les SfN. Troisièmement, notre recherche était largement exploratoire. Une recherche ultérieure devrait aller plus loin et approfondir les associations mentales qui viennent lorsqu'on pense aux SfN ou aux technologies vertes. Cela pourrait comprendre d'accorder une attention particulière à certains types de SfN dans des contextes ruraux ou urbains ou à différentes fins (comme la mitigation ou l'adaptation). Une recherche subséquente pourrait aussi tester certaines hypothèses et stratégies de communication pour des campagnes canadiennes de soutien aux SfN (voir la section Recommandations, plus loin). Quatrièmement, dans une certaine mesure, il est facile pour les répondants d'être d'accord avec l'idée abstraite de la protection et de la restauration de la nature. Explorer davantage les limites de ce soutien (par exemple, en posant une question sur ce que la protection de la nature signifie pour l'aménagement d'une zone résidentielle en contexte de préoccupations croissantes au sujet de l'accessibilité au logement ou sur la restriction des droits à la propriété afin de lutter contre les changements climatiques) pourrait mener à des conclusions différentes des nôtres. Finalement, il serait utile de sonder le degré de base de croyance des Canadiens comme quoi les changements climatiques sont dommageables pour l'économie afin de fournir une perspective comparative à la question du sondage *Climat en mutation 2020* qui mesurait l'accord avec l'idée que la perte de la biodiversité est autant une menace pour l'économie que les changements climatiques.

Pour résumer, les principales découvertes de cette analyse comprennent ce qui suit :

1. Les solutions climatiques fondées sur la nature semblent être populaires auprès d'un grand ensemble de groupes sociodémographiques. Par exemple, elles sont vues comme étant plus importantes que l'investissement dans les technologies vertes par une certaine tranche de la population (24 %). Les SfN représentent une occasion de faire croître la base d'appui aux actions climatiques chez un grand ensemble de groupes de Canadiens qui ne sont pas nécessairement motivés par les politiques climatiques traditionnelles, comme l'élimination graduelle des combustibles fossiles. Logiquement, les groupes de préservation de la nature et de défense de l'environnement gagneront à saisir cette occasion et

à redoubler leurs efforts de communication et de mobilisation de leurs adeptes autour des SfN dans les collectivités canadiennes.

2. Il faudra faire davantage de recherche pour évaluer le degré d'appui du public aux SfN. En particulier, nous devons creuser pour comprendre les niveaux de compréhension et les degrés d'appui relativement aux différents types de SfN; nous devons aussi découvrir comment les Canadiens réagissent lorsqu'ils apprennent de quelles façons s'appliqueraient les SfN dans leurs collectivités. Cela pourrait aider à cerner les limites des appuis aux SfN et la mesure dans laquelle ces appuis sont conditionnels à d'autres considérations, comme les compromis potentiels à faire entre protéger et restaurer la nature, d'une part, et les projets immobiliers, d'une autre (notamment la construction de logements dans le contexte d'une crise d'accessibilité au logement). Le fait que 75% des répondants disent fermement soutenir les efforts de protection de la nature comme moyen de lutter contre les changements climatiques alors que moins de 37% d'entre eux reconnaissent la valeur économique de la protection de la biodiversité et des écosystèmes est parlant.
3. Il semble y avoir beaucoup d'espace pour engager la conversation et informer les Canadiens sur les SfN comme moyens de lutter contre les changements climatiques. À ce chapitre, il faudra mener d'autres tests. Si nous arrivons à répliquer les résultats en utilisant un plus grand ensemble de questions, nous pourrions cibler les publics les plus réceptifs et adapter les messages aux différents groupes de partisans. Par exemple, les communications pourraient viser à susciter le soutien parmi les principaux groupes de personnes de gauche et de titulaires de diplômes universitaires, ainsi qu'à consolider les appuis parmi les hommes d'âge moyen conservateurs au moyen de stratégies et de campagnes ciblées.
4. Il faudra pousser la recherche et tester les différents types de services écologiques des SfN auxquels les gens accordent de la valeur, les limites du soutien aux différents types de SfN et les différentes façons de communiquer à ce sujet dans le but d'adapter les messages aux différents publics qui appuient les SfN. Par exemple, davantage de recherche pourrait être faite pour approfondir notre compréhension de ce que les Canadiens ont en tête quand ils pensent aux SfN et ce qu'ils veulent en retirer (adaptation, mitigation ou conservation) et pour savoir si faire appel aux valeurs conservatrices (comme la stabilité, la conservation, la résilience et la famille) consolide les appuis aux actions climatiques chez les Canadiens du centre et de la droite politiques.
5. Nous avons trouvé certaines preuves que les Canadiens qui habitent dans les centres urbains pourraient être plus conscients de l'importance de protéger

la nature pour lutter contre les changements climatiques. Étant donné le rôle que la nature joue dans la résilience et la viabilité des villes et la promesse du gouvernement de planter des arbres, les groupes et les organismes de défense de l'environnement gagneront à faire tomber les obstacles à l'action locale au moyen de communications qui misent sur l'appui des citoyens des villes pour les solutions fondées sur la nature. Mobiliser le soutien dans les villes pourrait aussi inciter les municipalités à davantage protéger les espaces verts dans un but écologique (en plus des avantages pour le public).

Recommandations

À la lumière de ces découvertes, nous proposons les recommandations qui suivent :

1. Les groupes de défense de l'environnement (et particulièrement ceux qui se concentrent sur la conservation et la biodiversité) devraient tester des approches et des messages précis au sujet du potentiel des SfN comme suit :
 - Renforcer les croyances entourant les vertus des SfN chez les publics qui ont été réticents à appuyer une action climatique importante, soit les hommes d'âge moyen et les Canadiens qui tendent vers la droite ou qui votent pour les conservateurs;
 - Solidifier la mobilisation pour les politiques climatiques des Canadiens qui se déclarent de la gauche, qui sont susceptibles de voter pour le NPD ou les libéraux fédéraux et qui ont un diplôme universitaire.
2. Travaillez de pair avec les collectivités autochtones, les chercheurs universitaires et d'autres experts afin de créer un programme intégré combinant des politiques climatiques de biodiversité et de SfN. Cela pourrait aussi inclure la compréhension de l'acceptabilité de différents types de SfN et la recherche afin de développer des approches et des messages au sujet des SfN qui mobilisent mieux les publics clés.
3. Faites davantage de plaidoyers auprès du gouvernement fédéral, des villes et des municipalités en faveur d'investissements majeurs dans des mesures urbaines qui contribuent aux SfN contre les changements climatiques ainsi que pour une meilleure viabilité, notamment en ce qui a trait à la santé mentale, aux expériences en nature afin de stimuler les valeurs biocentriques, à la plantation d'arbres afin de contrer les îlots de chaleur en ville, aux jardins communautaires

et à l'exhumation de cours d'eau en milieu urbain. Testez des approches et des messages précis pour faire ces plaidoyers auprès de groupes clés (par ex., les femmes, les minorités visibles et les personnes jeunes en milieu urbain).

4. En principe, le soutien aux SfN est élevé, mais nous ne connaissons que peu de renseignements précis à ce sujet. Creusez le sujet de la compréhension du public (et son soutien) des différents types de SfN contre les changements climatiques. Comparez le degré d'appui public à ces différentes solutions à leur potentiel de mitigation et d'adaptation. Par exemple, on pourrait se demander si l'appui à l'arrêt de la déforestation (qui a un potentiel de mitigation majeur) est supérieur à celui au boisement (la plantation d'arbres ou de forêts là où il n'y avait pas de couvert arboré). Testez des approches et des messages en matière de SfN qui portent sur les forêts, les prairies et les milieux humides afin d'évaluer comment les publics clés de différentes régions répondent à l'appel à protéger chacun de ces trois types d'écosystèmes.
5. Testez les limites de l'appui aux SfN en approchant les questions par l'angle des compromis dans les espaces urbains (comme l'appui à la protection et à la restauration des milieux naturels en zone urbaine même si cela restreint l'espace pour la création de logements à cet endroit).

CONFIDENTIAL

Références

- Ballantyne, A. P., Alden, C. B., Miller, J. B., Tans, P. P. et White, J. W. C. (2012). Increase in observed net carbon dioxide uptake by land and oceans during the past 50 years. *Nature*, 488(7409), 70–72. <https://doi.org/10.1038/nature11299>
- Campbell, T. H. et Kay, A. C. (2014). Solution aversion: On the relation between ideology and motivated disbelief. *Journal of Personality and Social Psychology*, 107(5), 809–824. <https://doi.org/10.1037/a0037963>
- Chausson, A., Turner, B., Seddon, D., Chabaneix, N., Girardin, C. A. J., Kapos, V., Key, I., Roe, D., Smith, A., Woroniecki, S. et Seddon, N. (2020). Mapping the effectiveness of nature-based solutions for climate change adaptation. *Global Change Biology*, 26(11), 6134–6155. <https://doi.org/10.1111/gcb.15310>
- Giordano, R., Pluchinotta, I., Pagano, A., Scricciu, A. et Nanu, F. (2020). Enhancing nature-based solutions acceptance through stakeholders' engagement in co-benefits identification and trade-offs analysis. *Science of The Total Environment*, 713, 136552. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2020.136552>
- IUCN (International Union for Conservation of Nature). (2020). Nature-based solutions. <https://www.iucn.org/commissions/commission-ecosystem-management/our-work/nature-based-solutions>
- Nisbet, E. K., Zelenski, J. M. et Murphy, S. A. (2011). Happiness is in our Nature: Exploring Nature Relatedness as a Contributor to Subjective Well-Being. *Journal of Happiness Studies*, 12(2), 303–322. <https://doi.org/10.1007/s10902-010-9197-7>
- Bureau du premier ministre (2020). Le premier ministre annonce le plan climatique renforcé du Canada pour protéger l'environnement, créer des emplois et soutenir les communautés <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2020/12/11/premier-ministre-annonce-plan-climatique-renforce-du-canada>
- PPF (Public Policy Forum). (2020). Nature-based Solutions: Some of the Answers to Climate Change Come Naturally. Public Policy Forum. <https://ppforum.ca/publications/nature-based-nature-based-solutions-some-of-the-answers-to-climate-change-come-naturally/>
- Russell, R., Guerry, A. D., Balvanera, P., Gould, R. K., Basurto, X., Chan, K. M. A., Klain, S., Levine, J. et Tam, J. (2013). Humans and Nature: How Knowing and Experiencing Nature Affect Well-Being. *Annual Review of Environment and Resources*, 38(1), 473–502. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-012312-110838>
- Sarabi, S., Han, Q., Romme, A. G. L., de Vries, B., Valkenburg, R. et den Ouden, E. (2020). Uptake and implementation of Nature-based Solutions: An analysis of barriers using Interpretive Structural Modeling. *Journal of Environmental Management*, 270, 110749. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2020.110749>

- Seddon, N., Daniels, E., Davis, R., Chausson, A., Harris, R., Hou-Jones, X., Huq, S., Kapos, V., Mace, G. M., Rizvi, A. R., Reid, H., Roe, D., Turner, B. et Wicander, S. (2020). Global recognition of the importance of nature-based solutions to the impacts of climate change. *Global Sustainability*, 3. <https://doi.org/10.1017/sus.2020.8>
- Wamsler, C., Wickenberg, B., Hanson, H., Alkan Olsson, J., Stålhammar, S., Björn, H., Falck, H., Gerell, D., Oskarsson, T., Simonsson, E., Torffvit, F. et Zelmanow, F. (2020). Environmental and climate policy integration: Targeted strategies for overcoming barriers to nature-based solutions and climate change adaptation. *Journal of Cleaner Production*, 247, 119154. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.119154>
- White, M. P., Alcock, I., Grellier, J., Wheeler, B. W., Hartig, T., Warber, S. L., Bone, A., Depledge, M. H. et Fleming, L. E. (2019). Spending at least 120 minutes a week in nature is associated with good health and wellbeing. *Scientific Reports*, 9(1), 7730. <https://doi.org/10.1038/s41598-019-44097-3>

CONFIDENTIEL